

PROCES-VERBAL

Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation

Séance du 12 octobre 2017

Le 12 octobre 2017, à 15 heures, le Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation, dûment convoqué le 6 octobre 2017, par Mme Christine Bruneau, 1^{ère} Vice-présidente en remplacement de Mme Marie-Pierre de la Gontrie, Présidente sortante empêchée, en séance publique à l'Hôtel de Ville de Paris, 5 rue de Lobau 75004 Paris sous la présidence de Mme Catherine Baratti-Elbaz.

Nombre de délégués en exercice :	67
Nombre de personnalités qualifiées extérieures en exercice :	2
Nombre de délégués, de personnalités présents ou représentés :	50 dont 11 pouvoirs

Étaient présents :

Titulaires :

Mme France BERNICHI (Alfortville), M. Thierry-Michel ISOARD (Asnières-sur-Seine), M. Bruno TUDER (Bagneux), M. Samuel BESNARD (Cachan), M. Pascal TURANO (Charenton), M. Bernard ACCART (Courbevoie), M. Michel FAYE (Fontenay-aux-Roses), M. Yoann RISPAL (Fontenay-sous-Bois), M. Christophe BERNIER (Gennevilliers), M. Fatah AGGOUNE (Gentilly), Mme Geneviève GAILLABAUD (La Garenne-Colombes), M. Patrick OLLIER (La Métropole du Grand Paris), M. Ibrahima TRAORÉ (Le Kremlin-Bicêtre), Mme Marie-France PARRAIN (Maisons-Alfort), Mme Marie-José RAMBEAU (Montrouge), M. Jean-Jacques PASTERNAK (Nogent-sur-Marne), M. Bernard GIRAULT (Noisy-le-Sec), M. Philippe LEBEAU (Pantin), Mme Catherine BARATTI-ELBAZ (Paris), M. Christophe NAJDOVSKI (Paris), Mme Marie-Michelle PHOJO (Romainville), M. Jean-Paul FAUCONNET (Rosny-sous-Bois), Mme Monique BOUTEILLE (Rueil-Malmaison), M. Alain GUETROT (Saint-Maurice), M. Patrice PATTÉE (Sceaux), M. Amirouche LAÏDI (Suresnes), M. Mahrouf BOUNEGTA (Villejuif), M. Christophe BOISSIERE (Vincennes), M. Jean-Marc BOURJAC (Vitry-sur-Seine).

Grand Paris Seine Ouest : Mme Christine BRUNEAU, M. Hervé LIEVRE, M. Michel JIAUME, M. Bernard ROCHE.

Suppléant(e)s avec voix délibératives :

M. Jacques GODRON (Juvisy-sur-Orge), Mme Anna ANGELI (Le Pré-Saint-Gervais), M. Patrice MARCHAL (Nanterre), Mme Anne-Laure LEBRETON (Puteaux), Mme Florence de PAMPELONNE (Grand Paris Seine Ouest), M. Dominique LE BRUN (Saint-Cloud).

Excusés ayant donné pouvoir :

Mme Alice LE MOAL (Clichy-la-Garenne) à Patrice PATTÉE, M. Pierre GARZON (Département du Val-de-Marne) à Yoann RISPAL, M. Stéphane PRAT (Ivry-sur-Seine) à Christophe NAJDOVSKI, M. Daniel GUIRAUD (La Métropole du Grand Paris) à Patrick OLLIER, M. Christophe PAQUIS (Les Lilas) à Mme Marie-Michelle PHOJO, Mme Sophie DESCHIENS (Levallois-Perret) à Thierry-Michel ISOARD, Mme Catherine PILON (Montreuil) à Philippe LEBEAU, Mme Pascale TRIMBACH (Saint-Mandé) à Christophe BOISSIERE, M. Gauthier MOUGIN (Grand Paris Seine Ouest) à Christine BRUNEAU, M. Jean-Marc SZMARAGD (Grand Paris Seine Ouest) à Michel JIAUME, , Mme Aline de MARCILLAC (Grand Paris Seine Ouest) à Florence de PAMPELONNE.

Excusées :

Mme Geneviève LAFERRERE, Mme Véronique MICHAUD.

Assistaient également à la séance : Mme Véronique HACHÉ, Directrice, M. Malik SALEMKOUR Directeur juridique des finances et de la commande publique, Mmes Fabienne PUIG, Directrice de l'administration générale et des RH, Melody TONOLLI Directrice de la communication et du marketing, MM. Olivier BONNEFOY Directeur des services techniques et Pierre RAPEAU Chargé de l'Administration générale.

Ordre du jour :

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 20 septembre 2017
2. Délibération :
Modification des statuts de la Régie autonome Vélib'
3. Avis requis :
- Décision modificative n°1 du budget annexe 2017 Régie Vélib'
4. Points divers : Avancement sur les travaux des stations Vélib'

Mme Catherine BARATTI-ELBAZ, Présidente, a ouvert la séance et a constaté que la condition de quorum était remplie.

M. Christophe BERNIER est désigné secrétaire de séance.

1 - Approbation du procès-verbal de la séance du 20 septembre 2017

La Présidente s'enquiert d'éventuels commentaires concernant le procès-verbal de la séance du 20 septembre 2017.

En l'absence d'observations, le procès-verbal du Comité Syndical du 20 septembre 2017 est adopté à l'unanimité.

2 - Délibération

2.1- Modification des statuts de la Régie autonome Vélib' (délibération VM 2017-04)

La présidente donne la parole à M. Salemkour.

M. Malik SALEMKOUR (Directeur juridique des finances et de la commande publique) rappelle aux membres que par délibération n°2017-23 du 10 mars 2017, le Comité syndical a créé une régie autonome à caractère administratif pour la mise en œuvre de la compétence Vélib' et en a adopté les statuts.

Il indique que cet acte a fait l'objet d'un recours gracieux du préfet de la région d'Ile-de-France le 4 mai 2017, demandant le retrait de ladite délibération. Suite aux différents échanges qui depuis lors ont eu lieu avec cette autorité, il est proposé au Comité syndical de corriger et de compléter certains éléments figurant dans les statuts afin de répondre aux observations préfectorales, à savoir :

- clarifier les règles applicables aux régies autonomes en charge d'un service public administratif ;
- compléter le titre III des statuts relatif aux dispositions financières et comptables ;
- saisir les services concernés afin que le comptable public de la régie puisse être nommé en application de l'article R. 2221-96 du CGCT¹.

¹ Art. R. 2221-96. - Le comptable de la régie est un comptable direct du Trésor ayant la qualité de comptable principal. Il est nommé par le préfet, sur avis conforme du trésorier-payeur général.

C'est pourquoi, il est proposé de procéder à la modification des statuts de la manière suivante :

Articles modifiés	Version actuelle	Version proposée
Article 1	<p>Une Régie dotée de l'autonomie financière, dénommée Régie Vélib' est créée et est administrée conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment en application des dispositions des articles L. 2221-1 à L. 2221-20 et les articles R. 2221-1 à R. 2221-99 relatifs aux régies municipales, et notamment les articles L 2221-11 à L 2221-14 et R 2221-63 à R 2221-94 relatifs aux régies avec autonomie financière.</p> <p>Cette Régie a été créée par délibération du Comité Syndical en date du 6 mars 2017 pour l'exploitation du service public Vélib'.</p>	<p>Une Régie dotée de la seule autonomie financière, dénommée Régie Vélib' est créée et est administrée conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment des articles L. 2221-1 à L. 2221-9 et R.2221-1 à R.2221-17 relatifs aux dispositions générales applicables aux régies, des L.2221-11 à L.2221-14 et R.2221-63 à R .2221-71 relatifs aux régies dotées de la seule autonomie financière et des articles R.2221-95 à R.221-98 relatifs aux régies dotées de la seule autonomie financière, chargées de l'exploitation d'un service public à caractère administratif.</p> <p>Cette régie autonome a été créée par délibération du Comité Syndical en date du 10 mars 2017 pour l'exploitation du service public Vélib'.</p>
Article 2	<p>La régie est chargée de l'exploitation du service public Vélib' dans les conditions techniques et financières définies par le marché public Velib' attribué par le syndicat.</p>	<p>La régie autonome est chargée de l'exploitation du service public Vélib' dans les conditions techniques et financières définies par le marché public Vélib'. attribué par le syndicat.</p>
Article 11-Budget	<p>Le budget annexe de la régie est préparé par le (la) directeur(trice), soumis pour avis au Comité syndical intervenant en substitution du conseil d'exploitation, présenté par le (la) Président(e) et voté par le Comité Syndical.</p> <p>Le (la) Président(e) fournit à l'appui de ses propositions un rapport faisant ressortir la situation financière et économique de la Régie.</p>	<p>Conformément à l'article R. 2221-95 du CGCT, le régime applicable aux régies dotées de la seule autonomie financière et chargées de l'exploitation d'un service public à caractère administratif est celui de la commune qui les a créées, sous réserve des dispositions qui leur sont propres. Ainsi, lorsque la régie dotée de la seule autonomie financière est constituée par un Syndicat, le régime applicable est celui du Syndicat qui l'a constitué.</p> <p>Le budget de la Régie autonome est préparé par le (la) Directeur(trice), soumis pour avis au Comité syndical intervenant en substitution du conseil d'exploitation, présenté par le (la) Président(e) et voté par le Comité Syndical.</p> <p>Le (la) Président(e) fournit à l'appui de ses propositions un rapport faisant ressortir la situation financière et économique de la Régie.</p>
Article 12- Ressources et dépenses de la Régie	<p>La Régie a pour ressources notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Toutes les contributions, dotations ou subventions versées par les membres du Syndicat Mixte au titre de la compétence Vélib', toute autre recette spécifique au service Velib' - Les produits d'exploitation perçus auprès des usagers du service public Vélib'. 	<p>La Régie autonome a pour ressources notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Toutes les contributions, dotations ou subventions versées par les membres du Syndicat Mixte au titre de la compétence Vélib', toute autre recette spécifique au service public Vélib' ; - Les produits d'exploitation perçus auprès des usagers du service public Vélib'. <p>La Régie autonome supporte toutes les charges de fonctionnement et, le cas échéant, d'investissement, du service public Vélib', notamment le paiement des prestations afférentes au marché public Vélib'.</p>

Article 12- Ressources et dépenses de la Régie (suite)		Elle supporte également la quote-part des dépenses de personnel, de structure et de fonctionnement enregistrée par le budget principal sur la base d'états de répartition justifiant les flux financiers entre ce budget principal et le budget annexe de la régie.
Article 13- Dotation initiale	La Régie bénéficie d'une dotation initiale de 500 000 euros sous forme d'avance remboursable.	La Régie bénéficie d'une dotation initiale de 500 000 euros sous forme d'avance remboursable. <u>Suppression de l'article</u>
Article 14- Dépenses de la Régie	La Régie supporte toutes les charges de fonctionnement et, le cas échéant, d'investissement, du service public Vélib', notamment le paiement des prestations afférentes au marché public Vélib'. Elle supporte également la quote-part des dépenses de personnel, de structure et de fonctionnement enregistrée par le budget principal sur la base d'états de répartition justifiant les flux financiers entre ce budget principal et le budget annexe de la régie.	La Régie supporte toutes les charges de fonctionnement et, le cas échéant, d'investissement, du service public Vélib', notamment le paiement des prestations afférentes au marché public Vélib'. Elle supporte également la quote-part des dépenses de personnel, de structure et de fonctionnement enregistrée par le budget principal sur la base d'états de répartition justifiant les flux financiers entre ce budget principal et le budget annexe de la régie. <u>Suppression de l'article et intégration des dispositions à l'article 12</u>
Article 15- Comptable public	Les fonctions de comptable de la Régie sont assurées par le comptable public du Syndicat Mixte.	Conformément à l'article R. 2221-96 du CGCT, le comptable de la régie est un comptable direct du Trésor ayant la qualité de comptable principal. Il est nommé par le préfet, sur avis conforme du directeur départemental ou, le cas échéant, régional des finances publiques. <u>Nouvel article 13</u>

La Présidente s'enquiert d'éventuelles observations et propose de passer au vote.

Le Comité Syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation, après en avoir délibéré, **APPROUVE à l'unanimité**, la modification des statuts de la Régie autonome Vélib' ; **AUTORISE** la Présidente à accomplir toutes les démarches et formalités afférentes à l'exécution de la présente délibération.

3 - Avis requis

3.1- Décision modificative n°1 du budget annexe 2017 Régie Vélib' (délibération VM 2017-05)

La présidente donne la parole à M. Salemkour.

M. Malik SALEMKOUR (Directeur juridique des finances et de la commande publique) rappelle que le budget annexe de la régie Velib' à seule autonomie financière 2017 du Syndicat a été adopté lors de la séance du 12 avril 2017.

Il ajoute que dans le respect des principes budgétaires, en cours d'année, la Présidente peut procéder à des ajustements budgétaires.

Il rappelle que comme indiqué dans la délibération 2017 51 en date du 28 juin 2017, les discussions avec les services préfectoraux et la DRFiP sur les statuts de la Régie autonome Vélib' ainsi que sur son fonctionnement avaient conduit le Syndicat à ne pas exécuter le budget annexe, à titre conservatoire.

Il explique que, compte tenu des dépenses nécessaires à la mise en place du service public Velib', il avait été acté que le budget principal prenne en charge les dépenses de personnel, d'agencement des locaux, de matériel informatique et de mobilier. Les augmentations de charges engendrées par

cette approche devaient faire l'objet d'une refacturation du budget principal vers la Régie autonome Velib'.

Le Syndicat et les différents services de l'Etat s'étant récemment accordés sur les points en débat, notamment avec l'ajustement des statuts de la régie autonome Velib' soumis au comité syndical, il convient donc de procéder au remboursement envisagé sur le budget principal.

En outre, dit-il, un ajustement est également proposé sur le chapitre 012 relatif aux charges de personnel et frais assimilés, résultant notamment d'un impératif pour le Syndicat de recruter rapidement des agents dans l'optique d'une mise en œuvre du nouveau service Velib au 1^{er} janvier 2018.

Par ailleurs, comme prévu par la délibération 2017 66, la société Smovengo, titulaire du marché Vélib ayant renoncé au bénéfice de son avance, il convient de diminuer le chapitre 74 « Dotations et participations » du montant correspondant.

Il informe les membres que cette décision modificative a également pour finalité de revoir à la baisse les dépenses d'investissement prévues initialement sur ce budget annexe, réduisant d'autant le virement de la section de fonctionnement à celle d'investissement.

En recettes de ce budget annexe, la subvention prévue à recevoir de la Ville de Paris pour couvrir les dépenses 2017 de la régie autonome Velib' est ajustée en conséquence.

M. Salemkour termine en détaillant les modifications proposées, comme suit :

Pour le budget d'investissement,

- De diminuer les dépenses du chapitre 21 « Immobilisations corporelles » ;
- De diminuer les recettes du chapitre 021 « Virement de la section de fonctionnement ».

Pour le budget de fonctionnement,

- De diminuer les dépenses du chapitre 011 « Charges à caractère général » ;
- Diminuer les dépenses du chapitre 012 « Charges de personnel et frais assimilés » ;
- De diminuer les recettes du chapitre 74 « Dotations et participations ».

Section d'investissement

CHAPITRE	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
21- Immobilisations corporelles	2181- Immobilisations générales, agencements, aménagements divers	50 000,00 €			
	2183- Matériel de bureau et matériel informatique	10 000,00 €			
021- Virement de la section de fonctionnement				60 000,00 €	
TOTAL		60 000,00 €		60 000,00 €	

Section de fonctionnement

CHAPITRE	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
74- Dotations et Participations	7474- Commune			1 529 051,00 €	
013- Atténuations de charges	6479- Remboursement sur autres charges sociales				1 292,00 €
011- Charges à caractère général	611- Contrats de prestations de services	1 594 000,00 €			
	62871- Remboursement à la collectivité de rattachement		780,00 €		
012- Charges de personnel et frais assimilés	6215- Personnel affecté par la collectivité de rattachement		261 612,00 €		
	64111- Rémunération Principale	40 000,00 €			
	64112- NBI, SFT, Indemnité de Résidence	3 000,00 €			
	64118- Autres Indemnités	30 000,00 €			
	64131- Rémunération non titulaire	21 500,00 €			
	64138- Autres Indemnités	10 000,00 €			
	6451- Cotisations URSSAF	20 000,00 €			
	6453- Cotisation aux caisses de retraites	10 000,00 €			
	6488- Autres Charges	1 651,00 €			
023- Virement à la section d'investissement		60 000,00 €			
TOTAL		1 790 151,00 €	262 392,00 €	1 529 051,00 €	1 292,00 €
SOLDE		1 527 759,00 €		1 527 759,00 €	

La Présidente s'enquiert d'éventuelles observations et propose de passer au vote.

Le Comité Syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation, émet un avis favorable à l'unanimité, sur la décision modificative n°1 du budget annexe 2017.

4 - Points divers

- Avancement sur les travaux des stations Vélib'

La présidente donne la parole à M. Bonnefoy.

M. Olivier Bonnefoy (directeur des services techniques) informe les membres de l'avancement des travaux au moyen d'un Powerpoint diffusé sur écran.

Il fait part des objectifs à atteindre ainsi que de la méthode pour y parvenir ; des 78 villes et arrondissements rencontrés ; des réunions techniques avec les villes pour finaliser les implantations ; des instructions techniques ; du planning pour la suppression d'une station vélib' 1 et du planning pour l'implantation d'une station vélib' 2 sur un nouvel emplacement.

Il commente ensuite les slides concernant une station test dans le 13^{ème} arrondissement de l'information sur le chantier, et du début de l'installation.

- La communication générale et chantier

La présidente donne la parole à Mme Tonolli.

Mme Mélody Tonolli (directrice de la communication et du marketing) au moyen d'un Powerpoint diffusé sur écran explique aux membres les enjeux et les objectifs de la communication.

Elle détaille le plan d'actions de la manière suivante :

- Envoi aux collectivités d'éléments rédactionnels (articles, visuels) pour les magazines et articles web.
- Mise en ligne du site velib2018.com avec carte interactive, info et FAQ, contacts (tel, mail, courrier)
- Compte twitter velib2018
- Fin octobre, présentation des nouveaux Vélib' (mécanique et électrique), conférence de presse avec les élus du Syndicat.
- Fin octobre, envoi du kit de communication aux villes (affiches A3, flyers, clef usb contenant FAQ, visuels, charte graphique, éléments rédactionnels).
- Fin octobre à mi-décembre, tournée de présentation du service en priorité dans les villes qui vont accueillir le service Vélib' pour la 1ère fois en 2018.
- Janvier 2018 : lancement du nouveau service Vélib', affichage publicitaire dans les collectivités, encarts dans les magazines municipaux.

Au niveau de la communication de chantier, Mme Tonolli commente plusieurs slides concernant :

- Les panneaux de chantier et emplacements
- Le visuel sur écran Smovengo après travaux


Elle termine en expliquant que le Syndicat gère deux services de transport en libre-service Autolib' et Vélib', alors que le logo actuel du Syndicat ne concerne qu'Autolib'. C'est pourquoi, afin de mettre en cohérence les deux services du Syndicat, un nouveau logo a été étudié. Elle détaille ensuite les slides en expliquant ce qui a conduit à ce nouveau logo.

La présidente remercie les deux intervenants et s'enquiert d'éventuelles observations.

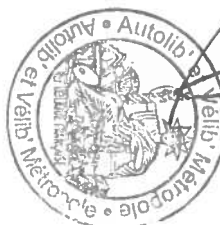
Plusieurs représentant(e)s saluent le travail fourni par les équipes du Syndicat et remercient également l'équipe technique ainsi que celle de la communication.

L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente lève la séance.

Le Secrétaire


Christophe BERNIER

La Présidente,




Catherine BARATTI-ELBAZ
Maire du 12^{ème} arrondissement